

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

3 juin 2020

PROPOSITION DE LOI

instaurant une “déduction de pertes anticipée” et un crédit d’impôt concernant les pertes de l’année 2020 liées à la crise du COVID-19

(déposée par MM. Joris Vandenbroucke, Jan Bertels et Hugues Bayet)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

3 juni 2020

WETSVOORSTEL

tot invoering van een “vervroegde verliesaftrek” en een belastingkrediet in verband met de verliezen van het jaar 2020 als gevolg van de COVID-19-crisis

(ingediend door de heren Joris Vandenbroucke, Jan Bertels en Hugues Bayet)

RÉSUMÉ

Afin d’éviter que les entreprises ne tombent en faillite et que des emplois ne soient détruits suite à la crise du COVID-19, cette proposition de loi instaure une “déduction de pertes anticipée” et un crédit d’impôt concernant les pertes subies par les entreprises en 2020.

SAMENVATTING

Om te vermijden dat ondernemingen failliet gaan en jobs verloren gaan als gevolg van de COVID-19-crisis, voert dit wetsvoorstel een “vervroegde verliesaftrek” en een belastingkrediet in in verband met de verliezen die bedrijven lijden in 2020.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous traversons la plus grave crise de santé publique et économique depuis la deuxième guerre mondiale. Depuis le début de la crise, les autorités ont tout fait pour sauver des vies et préserver la santé publique, notamment en mettant à l'arrêt une grande partie de l'économie.

Aujourd'hui, il faut éviter que l'arrêt temporaire de l'économie entraîne une détérioration structurelle et le législateur doit tout mettre en œuvre pour prévenir la faillite d'entreprises et la destruction d'emplois. L'État doit par ailleurs soutenir le pouvoir d'achat des ménages.

Il ressort de chiffres récents de la Banque nationale que 180 000 travailleurs bénéficiant actuellement du régime du chômage temporaire risquent d'être licenciés à court terme. En effet, 7 % des entreprises et près d'un indépendant sur 10, soit quelque 75 000 personnes, s'attendent à faire faillite, probablement à très probablement, dans les semaines ou mois à venir, et près d'un tiers des entreprises indiquent pouvoir demeurer opérationnelles pendant moins de trois mois, dans les circonstances actuelles, en l'absence de mesures supplémentaires.

L'assouplissement des mesures de protection ne sera pas suffisant. Seule une entreprise sur trois s'attend, après la fin du confinement, à voir son chiffre d'affaires revenir à au moins 75 % de son niveau d'avant la crise. Selon des estimations récentes, la contraction économique se situera cette année entre 6 % et 9 % du PIB.

La vigueur de la reprise dépendra de la mesure dans laquelle il sera possible d'éviter que la crise du coronavirus n'endommage structurellement le tissu économique par des faillites d'entreprises saines et une hausse persistante du chômage.

Plusieurs mesures ont été prises aux niveaux fédéral et régional pour protéger la position de liquidité des PME. Il existe un système de crédits-ponts garantis par l'État, des mesures importantes de report de paiement des impôts et des cotisations sociales, un régime étendu de chômage temporaire qui soulage les entreprises du fardeau des coûts salariaux, des allocations pour les indépendants et une prime de nuisance. Compte tenu de la longue durée du confinement, de la chute de la confiance des entreprises et des consommateurs, du ralentissement des investissements des entreprises ainsi

ALGEMENE TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

We bevinden ons in de grootste crisis voor de volksgezondheid en de economie sinds de Tweede Wereldoorlog. Sinds het begin van de crisis heeft de overheid alles gedaan wat nodig was om levens te redden en de volksgezondheid te vrijwaren, met inbegrip van het stilleggen van een groot deel van de economie.

Vandaag moet men vermijden dat de tijdelijke sluiting van de economie tot structurele schade zou leiden en moet de wetgever alles in het werk stellen om te voorkomen dat ondernemingen failliet gaan en jobs verloren gaan. Daarnaast moet de Staat de koopkracht van de gezinnen ondersteunen.

Uit recente cijfers van de Nationale Bank dreigen 180 000 werknemers die vandaag in het systeem van tijdelijke werkloosheid zitten, op korte termijn hun job te verliezen. 7 % van de ondernemingen en bijna 1 op 10 zelfstandigen, zo'n 75 000 mensen, verwachten dat ze waarschijnlijk tot zeer waarschijnlijk failliet zullen gaan de komende weken of maanden. Bijna 1/3^e van de ondernemingen stelt minder dan 3 maanden operationeel te kunnen blijven in de huidige omstandigheden zonder bijkomende maatregelen.

De versoepeling van de beschermingsmaatregelen alleen zal geen afdoende oplossing zijn. Slechts 1 op 3 ondernemingen verwacht na het einde van de lockdown haar omzet te zien toenemen tot 75 % of meer van het pre-crisis niveau. De economische krimp zal dit jaar, volgens de recente ramingen, tussen 6 en 9 % van het BBP bedragen.

De kracht van het herstel zal afhangen van de mate waarin kan worden vermeden dat de coronacrisis het economisch weefsel structurele schade toebrengt via faillissementen van gezonde ondernemingen en een persistente toename van de werkloosheid.

Op federaal en regionaal niveau zijn een rist maatregelen genomen om de liquiditeitspositie van de kmo's te beschermen. Er is een stelsel van overbruggingskredieten onder staatswaarborg, een omvattend fiscaal uitstel en een uitstel van sociale bijdragen, een extensief stelsel van tijdelijke werkloosheid dat loonkosten uit handen van de ondernemingen neemt, uitkeringen voor zelfstandigen en een hinderpremie. Door de lange duur van de lockdown, het gekelderde ondernemers- en consumentenvertrouwen, de vertragende ondernemingsinvesteringen en consumptie-uitgaven in de gehele EU, zal de omzet van

que des dépenses de consommation dans l'ensemble de l'UE, le chiffre d'affaires de nombreuses entreprises ne se redressera pas assez rapidement pour leur permettre de renouer avec la rentabilité.

Outre les mesures visant à compenser les pertes de revenus et à permettre le report de paiement des cotisations sociales, la mesure cruciale prise par le gouvernement fédéral était le régime de garantie d'État pour les nouveaux crédits, assorti d'un taux d'intérêt maximal de 1,25 %. En échange de la garantie octroyée, l'État reçoit une prime de risque de 0,25 % de la part des PME et de 0,50 % de la part des grandes entreprises. Ces crédits ont toutefois une durée de 12 mois, alors que le report de paiement ne durera que 6 mois: il s'agit d'un délai particulièrement court, surtout lorsqu'on le compare avec les garanties financières offertes aux entreprises chez nos voisins. Ce délai donne à peine le temps aux entreprises de sortir la tête de l'eau. Par ailleurs, il n'est pas exclu que les PME, considérées comme étant plus à risque, essuient un nombre excessif de refus de demande de crédit.

Nous souhaitons instaurer une première mesure équilibrée visant à soutenir la trésorerie des entreprises par le biais de l'impôt des sociétés, tout en faisant preuve de la prudence nécessaire à l'égard de ses effets budgétaires, qui ne peuvent pas être négligés dans le contexte actuel.

Il convient d'opérer, à cet égard, une distinction fondamentale entre deux types de mesures.

D'une part, les mesures d'urgence destinées à résoudre la crise de liquidité due à la situation sanitaire actuelle. Ces mesures visent à remédier aux conséquences les plus directes de la crise, mais peuvent aussi contribuer à renforcer la solvabilité des acteurs économiques.

D'autre part, les mesures de long terme, qui ne se limitent pas à l'urgence des problèmes de l'année 2020 et qui doivent tenir compte d'une vision globale des efforts de chacun des acteurs ainsi que de la politique des autorités publiques, tant aux niveaux des entités fédérées et de l'autorité fédérale qu'aux niveaux européen et international.

La présente proposition de loi relève de la première catégorie de mesures, à savoir les mesures visant à remédier aux problèmes urgents.

À la lumière de ce qui précède, nous souhaitons souligner en premier lieu que nous estimons que l'impôt des sociétés ne peut être l'instrument par excellence pour soutenir les entreprises en difficulté. Cela se justifie par

vele ondernemingen zich niet voldoende snel herstellen om opnieuw winstgevend te worden.

Naast de maatregelen gericht op inkomenscompensatie en uitstel van bijdragen, was de cruciale maatregel die de federale overheid nam het stelsel van nieuwe kredieten onder staatswaarborg, aan een maximum intrestvoet van 1,25 %. Voor de verleende garantie krijgt de overheid een risicopremie van 0,25 % voor kmo's en 0,50 % voor grote bedrijven. De kredieten lopen echter maar over 12 maanden, terwijl het hieraan gekoppelde betalingsuitstel maar over 6 maanden loopt: een bijzonder korte periode, zeker in vergelijking met de financiële zekerheid die bedrijven wordt geboden in onze buurlanden. Het geeft ondernemingen nauwelijks de tijd om terug boven water te komen. Bovendien is het niet onwaarschijnlijk dat kmo's, die als risicovoller worden gepercipieerd, disproportioneel getroffen zullen worden door kredietweigeringen.

Wij willen een eerste evenwichtige maatregel invoeren om de liquiditeit van de bedrijven te ondersteunen via de vennootschapsbelasting, waarbij rekening wordt gehouden met de noodzakelijk waakzaamheid inzake de budgettaire effecten, die in de huidige context niet over het hoofd mogen worden gezien.

In dit verband dient men een fundamenteel onderscheid te maken tussen twee soorten maatregelen.

Eenzijds noodmaatregelen om de liquiditeitscrisis als gevolg van de huidige gezondheidssituatie aan te pakken. Deze maatregelen zijn bedoeld om de meest directe gevolgen van de crisis tegen te gaan, maar kunnen ook bijdragen aan de versterking van de solvabiliteit van de economische actoren.

Anderzijds maatregelen op lange termijn, die verder gaan dan de urgentie van de problemen van het jaar 2020 en die rekening moeten houden met een globale visie op de inspanningen van elk van de actoren alsmede op het beleid van de Staat, zowel op het niveau van de deelstaten en de Federale Staat als op Europees en internationaal niveau.

Dit wetsvoorstel valt onder de eerste categorie maatregelen, dat wil zeggen maatregelen die bedoeld zijn om onmiddellijke problemen te verlichten.

In het licht van het bovenstaande willen wij in de eerste plaats benadrukken dat wij van mening zijn dat de vennootschapsbelasting niet het instrument bij voorkeur kan zijn voor het verlenen van bijstand aan ondernemingen

le coût budgétaire immense pour les finances publiques qu'entraîneraient ces mesures d'ordre général. C'est pourquoi il convient de mettre l'accent sur des mesures ciblées, basées tant sur des instruments de financement public – aux niveaux régional et fédéral – que sur une stimulation du système financier privé afin qu'il remplisse pleinement son rôle de dispensateur de crédits.

Depuis que les conséquences catastrophiques de la crise sanitaire pour les entreprises sont connues, d'aucuns évoquent des mesures de soutien basées sur l'impôt des sociétés. Certains secteurs ont ainsi formulé l'idée d'un système de *carry-back* des pertes fiscales. Bien que l'on puisse comprendre l'idée qui sous-tend une telle proposition, il y a lieu d'observer que ce type de mesure ne produira ses effets qu'au moment où l'impôt relatif à l'exercice comptable 2020 sera enrôlé, c'est-à-dire en 2021.

D'autre part, une mesure visant à supprimer l'impôt qui serait dû en 2020 sur les bénéfices de 2019 laisserait sur le carreau toutes les entreprises qui, en 2019 ou au cours des années précédentes, n'ont pas réalisé de bénéfices imposables (par exemple en raison de gros investissements), mais qui ne pouvaient être considérées comme étant en difficulté avant le début de la crise.

Enfin, nous estimons également qu'il n'est pas encore opportun de prendre des mesures visant à prévoir des exonérations fiscales générales pour les années 2021 et suivantes. De telles mesures doivent être prises dans le cadre d'un plan de relance global et non de manière précipitée, étant donné qu'elles auraient des conséquences budgétaires très importantes et des effets concrets incertains pour les entreprises en difficulté.

Nous proposons dès lors deux mesures très concrètes qui tiennent compte de la situation d'urgence dans laquelle se trouvent les entreprises en 2020 mais qui visent également à limiter les effets budgétaires au niveau fédéral. Ces mesures sont destinées aux entreprises qui ressentent le plus durement les effets de la crise et ont le plus besoin de capitaux, à savoir les PME:

— la première mesure consiste à instaurer une exonération des pertes estimées relatives à l'année 2020 afin de couvrir les impôts dus sur le bénéfice de l'année 2019. Concrètement, la base imposable de l'exercice comptable 2019 est compensée par les pertes de l'exercice comptable 2020.

Le bénéfice exonéré précité sera ajouté à la base imposable de l'exercice comptable 2021.

in moeilijkheden. Dit wordt gerechtvaardigd door de immense budgettaire kosten die maatregelen van algemene aard met zich mee zouden brengen voor de overheidsfinanciën. Daarom moet de nadruk worden gelegd op gerichte maatregelen, zowel door middel van openbare financieringsinstrumenten - op gewestelijk alsmede op federaal niveau - als door het stimuleren van het private financiële systeem om zijn rol als kredietverstrekker ten volle te vervullen.

Sinds de rampzalige gevolgen van de gezondheids-crisis voor bedrijven bekend zijn, zijn er maatregelen genoemd om hen te ondersteunen door middel van de vennootschapsbelasting. Zo hebben sommige sectoren het idee geopperd om een systeem van *carry-back* van fiscale verliezen op te zetten. Hoewel het idee achter een dergelijk voorstel begrijpelijk is, moet worden opgemerkt dat een dergelijke maatregel pas effect zal hebben wanneer de belasting voor het boekjaar 2020, d.w.z. 2021, wordt ingekohierd.

Anderzijds zou een maatregel om de belasting die in 2020 op de winst van 2019 verschuldigd zou zijn, af te schaffen, alle bedrijven op de plank laten liggen die in 2019 of in voorgaande jaren geen belastbare winst hebben gemaakt (bijvoorbeeld vanwege grote investeringen), maar die niet als ongezonder mogen worden beschouwd vóór het begin van de crisis.

Ten slotte zijn wij ook van mening dat het nog niet opportuun is om maatregelen te nemen om te voorzien in algemene belastingvrijstellingen voor de jaren 2021 en volgende. Dergelijke maatregelen moeten worden genomen als onderdeel van een alomvattend herstelplan en niet op een overhaaste manier gezien ze uiterst belangrijke budgettaire gevolgen en onzekere concrete gevolgen voor bedrijven in nood zouden hebben.

Wij stellen daarom twee zeer concrete maatregelen voor die rekening houden met de urgentie voor de bedrijven in 2020 maar die ook zorg dragen voor de beperking van de budgettaire effecten voor het federaal niveau. Deze maatregelen zijn gericht op bedrijven die de sterkste effecten ondervinden van de crisis en de grootste nood aan kapitaal hebben: de kmo's:

— de eerste maatregel is de invoering van een vrijstelling voor de geschatte verliezen met betrekking tot het jaar 2020 om de verschuldigde belastingen voor de winst van het jaar 2019 te dekken. Concreet wordt de belastbare basis van het boekjaar 2019 gecompenseerd met de verliezen die betrekking hebben tot het boekjaar 2020.

De bovengenoemde vrijgestelde winst wordt toegevoegd aan de belastbare basis van het boekjaar 2021.

Cette première mesure sera intégrée dans ce que l'on appelle la "troisième opération" de l'impôt des sociétés.

— deuxièmement, nous proposons d'accorder un crédit d'impôt aux entreprises qui n'ont pas dû payer d'impôt en 2020 parce qu'elles n'ont pas réalisé de bénéfice en 2019. De cette manière, ces entreprises bénéficient également d'une aide. Ce crédit d'impôt s'entend cependant comme une mesure temporaire permettant à l'entreprise de bénéficier d'une aide financière au moment où elle en a le plus besoin. Le crédit d'impôt ainsi accordé est dès lors temporaire en ce sens qu'il sera considéré comme un impôt qui est dû pendant la période imposable au cours de laquelle la perte subie est déduite.

— cette proposition permet enfin de rembourser tous les versements anticipés que les entreprises ont effectués au cours du premier trimestre de 2020, juste avant que la crise éclate.

Pour terminer, nous tenons à attirer l'attention sur le caractère temporaire par excellence de ces mesures. Nous considérons qu'elles ne peuvent pas influencer la structure générale du Code des impôts sur les revenus. Il est dès lors souhaitable que celui-ci reste inchangé et que ces mesures soient prévues dans une loi distincte, à laquelle il sera renvoyé utilement dans la déclaration fiscale ainsi que dans une éventuelle législation ultérieure. En ce sens, cette législation ne fera pas partie du Code précité, à l'instar des législations relatives aux bénéfices provenant de la navigation maritime¹ et au traitement fiscal des *stock-options*² par exemple.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Un très grand nombre d'entreprises et de travailleurs indépendants ont dû suspendre ou réduire considérablement leurs activités en raison de la propagation et de la lutte contre le coronavirus.

À présent que leurs activités reprennent, ces travailleurs indépendants sont confrontés à des problèmes de liquidités.

C'est pourquoi l'alinéa 1^{er} propose de permettre aux personnes physiques de déjà imputer le résultat négatif

¹ Loi-programme du 2 août 2002.

² Loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

Deze eerste maatregel zal verwerkt worden in wat men de "derde bewerking" van de vennootschapsbelasting noemt.

— ten tweede wordt voorgesteld een belastingkrediet toe te kennen aan bedrijven die in 2020 geen belasting hoefden te betalen omdat er in 2019 geen winst werd gemaakt of die in 2020 grotere geschatte verliezen hebben dan het bedrag van de door hen i.v.m. 2019 verschuldigde belasting. Op deze manier worden ook deze bedrijven geholpen. Dit belastingkrediet is echter bedoeld als een tijdelijke maatregel waardoor de onderneming financiële steun krijgt wanneer zij die het hardst nodig heeft. Het aldus toegekende belastingkrediet is dus tijdelijk, in die zin dat het zal worden beschouwd als een belasting die verschuldigd is tijdens het belastbare tijdperk waarin het geleden verlies wordt afgetrokken.

— dit voorstel maakt het tot slot mogelijk alle voorafbetalingen die de bedrijven in het eerste kwartaal van 2020 hebben gedaan, net voordat de crisis toesloeg, terug te betalen.

Tot slot willen wij de aandacht vestigen op het bij uitstek tijdelijke karakter van deze maatregelen. Wij zijn van mening dat zij de algemene structuur van het Wetboek van de inkomstenbelastingen niet mogen beïnvloeden. Het is dan ook wenselijk om deze laatste intact te laten en deze bepalingen in een aparte wet op te nemen, waar in de belastingaangifte en eventuele latere wetgeving op nuttige wijze naar zal worden verwezen. In die zin zal deze wetgeving buiten het bovenvermelde wetboek blijven, zoals het geval is, bijvoorbeeld, met de wetgeving over de winst uit zeescheepvaart¹ of de fiscale behandeling van de *stock options*².

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Art. 2

Een zeer groot aantal bedrijven en zelfstandigen is door de verspreiding en bestrijding van het coronavirus plotseling gedwongen om hun activiteiten op te schorten of aanzienlijk te verminderen.

Wanneer zij hun activiteiten hervatten, hebben deze zelfstandigen nu te maken met liquiditeitsproblemen.

Daarom wordt in het eerste lid voorgesteld om natuurlijke personen de mogelijkheid te bieden om het

¹ Programmawet van 2 augustus 2002.

² Wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.

attendu pour l'année de revenus 2020 sur l'impôt dû pour l'année de revenus 2019 (exercice d'imposition 2020), ce qui améliorerait leur liquidité.

Cette franchise pour d'éventuelles pertes encourues au cours de l'année de revenus 2020 constitue en fait une déduction future des pertes.

Afin d'éviter toute double déduction (à titre de montant exonéré pour l'exercice d'imposition 2020 et de perte pour l'exercice d'imposition 2021), l'alinéa 2 prévoit que le montant ainsi exonéré constitue un bénéfice ou un profit au cours de l'exercice comptable suivant.

Ceci peut être illustré par l'exemple suivant:

Monsieur X (célibataire) doit déclarer à l'impôt des personnes physiques (exercice d'imposition 2020 – revenus de l'année 2019) des revenus nets d'indépendants de 26 000,00 euros. Sur ce montant, il est redevable d'un impôt de 6 834,24 euros (il n'est redevable d'aucune majoration d'impôt). Il n'a pas d'autres revenus.

Suite à la crise du coronavirus, Monsieur X estime que l'exercice d'imposition 2021 (revenus de l'année 2020) va se solder par une perte professionnelle. Il estime que les pertes professionnelles éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 qui sont exonérées lors de l'exercice d'imposition 2020 en lien avec la crise du coronavirus s'élèvent:

1^{ère} hypothèse: 6 000,00 euros.

Dans cette hypothèse, il doit mentionner dans sa déclaration fiscale relative à l'exercice d'imposition 2020, une exonération de 6 000,00 euros pour pertes professionnelles éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 (par exemple au code 1633 qui est initialement prévu uniquement pour l'exonération pour passif social en vertu du statut unique).

Cette exonération a pour effet que ses revenus nets d'indépendants s'élèvent à 20 000,00 euros au lieu de 26 000,00 euros.

Sur ce montant, il est redevable d'un impôt de 3 684,46 euros soit un gain de trésorerie de 3 149,78 euros (à savoir 6 834,24 euros – 3 684,46 euros).

2^{ème} hypothèse: 30 000,00 euros.

Dans cette hypothèse, il doit mentionner dans sa déclaration fiscale relative à l'exercice d'imposition 2020, une exonération de 26 000,00 euros pour pertes

verwachte negatieve resultaat voor het inkomstenjaar 2020 al te verrekenen met de verschuldigde belasting voor het inkomstenjaar 2019 (aanslagjaar 2020), waardoor hun liquiditeitspositie verbetert.

Deze vrijstelling voor eventuele verliezen in het inkomstenjaar 2020 is in feite een voorwaartse verliesaftrek.

Om dubbele aftrek te voorkomen (als vrijgesteld bedrag in het aanslagjaar 2020 en als beroepsverliezen in het aanslagjaar 2021), is in het tweede lid bepaald dat het bedrag dat aldus is vrijgesteld, een winst of baten in het volgend boekjaar vormt.

Een voorbeeld:

De heer X, ongehuwd, geeft in zijn aangifte voor de personenbelasting (aanslagjaar 2020 – inkomsten van het jaar 2019) 26 000,00 euro aan als netto-inkomsten als zelfstandige. Op dat bedrag moet hij 6 834,24 euro belastingen betalen (hij is geen belastingvermeerdering verschuldigd). Hij heeft geen andere inkomsten.

De heer X denkt dat hij door de coronacrisis een beroepsverlies zal lijden voor het aanslagjaar 2021 (inkomsten van het jaar 2020). De eventuele beroepsverliezen in het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 die ingevolge de coronacrisis tijdens het aanslagjaar 2020 van belastingen zijn vrijgesteld, raamt hij op:

eerste veronderstelling: 6 000,00 euro.

In dit geval moet hij in zijn belastingaangifte voor het aanslagjaar 2020 een vrijstelling ten belope van 6 000,00 euro vermelden wegens eventuele beroepsverliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 (bijvoorbeeld naast code 1633, die oorspronkelijk alleen bedoeld is voor de vrijstelling voor sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut).

Als gevolg van die vrijstelling bedragen zijn netto-inkomsten als zelfstandige niet langer 26 000,00 euro, maar 20 000,00 euro.

Op dat bedrag is hij een belasting verschuldigd van 3 684,46 euro, wat hem een voordeel van 3 149,78 euro oplevert (6 834,24 euro min 3 684,46 euro).

tweede veronderstelling: 30 000,00 euro.

In dit geval moet hij in zijn belastingaangifte voor het aanslagjaar 2020 een vrijstelling ten belope van 26 000,00 euro vermelden wegens eventuele verliezen

professionnelles éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 (par exemple au code 1633 qui est initialement prévu uniquement pour l'exonération pour passif social en vertu du statut unique).

Cette exonération a pour effet que ses revenus nets d'indépendants s'élèvent à 0,00 euros au lieu de 26 000,00 euros.

Sur ce montant, il est redevable d'aucun impôt (ce qui lui procure un gain de trésorerie de 6 834,24 euros).

Comme prévu, l'exercice d'imposition 2021 (revenus de l'année 2020) se solde (avant reprise de l'exonération) par une perte professionnelle qui correspond au montant initialement estimé.

Ceci a pour effet, que le revenu imposable pour l'exercice d'imposition 2021 est de:

1^{ère} hypothèse:

Compte tenu:

— du bénéfice antérieurement exonéré qui devient imposable à concurrence de 6 000,00 euros;

— de la déduction des pertes professionnelles de l'exercice de 6 000,00 euros;

le revenu net d'indépendant imposable s'élève à 0,00 euros.

2^{ème} hypothèse:

Compte tenu:

— du bénéfice antérieurement exonéré qui devient imposable à concurrence de 26 000,00 euros;

— de la déduction des pertes professionnelles de l'exercice de 30 000,00 euros;

le revenu net d'indépendant imposable s'élève à un montant négatif de 4 000,00 euros.

Art. 3

Si la personne physique concernée ne peut compenser entièrement ou partiellement le résultat négatif attendu pour l'année de revenus 2020 avec l'impôt dû pour

tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 (bijvoorbeeld naast de code 1633, die oorspronkelijk alleen bedoeld is voor de vrijstelling voor sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut).

Als gevolg van die vrijstelling bedragen zijn netto-inkomsten als zelfstandige niet langer 26 000,00 euro, maar 0,00 euro.

Op dat bedrag is hij geen belasting verschuldigd (wat hem een voordeel van 6 834,24 euro oplevert).

Zoals voorzien, sluit de heer X het aanslagjaar 2021 (inkomsten van het jaar 2020) (vóór inaanmerkingneming van de vrijstelling) af met beroepsverliezen ten belope van het initieel geraamde bedrag.

Daardoor bedraagt zijn belastbaar inkomen voor het aanslagjaar 2021:

eerste veronderstelling:

Rekening houdend met:

— het eerder vrijgestelde voordeel van 6 000,00 euro dat belastbaar wordt gesteld;

— de aftrek van de beroepsverliezen voor het aanslagjaar ten belope van 6 000,00 euro,

bedraagt zijn belastbaar netto-inkomen als zelfstandige 0,00 euro.

tweede veronderstelling:

Rekening houdend met:

— het eerder vrijgestelde voordeel van 26 000,00 euro dat belastbaar wordt gesteld;

— de aftrek van de beroepsverliezen voor het aanslagjaar ten belope van 30 000,00 euro,

bedraagt het belastbaar netto-inkomen als zelfstandige -4 000,00 euro (zie echter artikel 3 van deze wet voor de mogelijke toekenning van een belastingskrediet).

Art. 3

Indien de betrokkene natuurlijke persoon het verwachte negatieve resultaat voor het inkomstenjaar 2020 niet geheel of gedeeltelijk zou kunnen verrekenen met de

l'année de revenus 2019 (exercice d'imposition 2020), il est proposé de lui accorder un crédit d'impôt provisoire.

Ce crédit d'impôt est égal au montant des pertes professionnelles visées multiplié par le plus élevé des deux taux suivants:

— le taux de 25 % ou le taux d'imposition moyen obtenu avant application de l'exonération de pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021.

La réduction d'impôt pour pertes professionnelles éventuelles encourues durant l'année de revenus 2020 constitue, en fait, une avance sur la déduction de pertes professionnelles à venir.

Pour éviter un double avantage (crédit d'impôt au cours de l'exercice d'imposition 2020 et déduction pour perte au moment où la perte est déduite), l'alinéa 2 prévoit que le crédit d'impôt provisoire accordé est considéré comme un impôt dû durant la période imposable au cours de laquelle la perte est déduite.

Ceci peut être illustré par l'exemple suivant:

Monsieur X (célibataire) doit déclarer à l'impôt des personnes physiques (exercice d'imposition 2020 – revenus de l'année 2019) des revenus nets d'indépendants de 26 000,00 euros. Sur ce montant, il est redevable d'un impôt de 6 834,24 euros (il n'est redevable d'aucune majoration d'impôt). Il n'a pas d'autres revenus. Le taux moyen d'imposition est de 24,34 %.

Suite à la crise du coronavirus, Monsieur X estime que l'exercice d'imposition 2021 (revenus de l'année 2020) va se solder par une perte professionnelle. Il estime que les pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 qui sont exonérées lors de l'exercice d'imposition 2020 en lien avec la crise du coronavirus s'élèvent à 30 000,00 euros.

Dans cette hypothèse, il doit mentionner dans sa déclaration fiscale relative à l'exercice d'imposition 2020, une exonération de 26 000,00 euros pour pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 (par exemple au code 1633 qui est initialement prévu uniquement pour l'exonération pour passif social en vertu du statut unique).

verschuldigde belasting voor het inkomstenjaar 2019 (aanslagjaar 2020), wordt voorgesteld hem een voorlopige belastingkrediet toe te kennen.

Het belastingkrediet wordt verkregen door het deel van de geschatte verliezen in het inkomstenjaar 2020 met het hoogste van de volgende twee percentages te vermenigvuldigen:

— 25 % of het gemiddelde belastingtarief dat wordt verkregen vóór toepassing van de vrijstelling voor geschatte verliezen in het belastbare tijdperk met betrekking tot het aanslagjaar 2021.

Deze belastingkorting voor voorwaardelijke verliezen in het inkomstenjaar 2020 is in feite een voorschot op de toekomstige verliesaftrek.

Om een dubbel voordeel te voorkomen (als belastingkrediet in het aanslagjaar 2020 en als aftrek voor verlies op het moment dat het verlies in mindering wordt gebracht), is in lid 2 bepaald dat het voorlopige belastingkrediet dat is toegekend, wordt beschouwd als een belasting die verschuldigd is in het belastbare tijdperk waarin het verlies wordt afgetrokken.

Een voorbeeld:

De heer X, ongehuwd, geeft in zijn aangifte voor de personenbelasting (aanslagjaar 2020 – inkomsten van het jaar 2019) 26 000,00 euro aan als netto-inkomsten als zelfstandige. Op dat bedrag moet hij 6 834,24 euro belastingen betalen (hij is geen belastingvermeerdering verschuldigd). Hij heeft geen andere inkomsten. De gemiddelde aanslagvoet bedraagt 24,34 %.

De heer X denkt dat hij door de coronacrisis een beroepsverlies zal lijden voor het aanslagjaar 2021 (inkomsten van het jaar 2020). De eventuele verliezen in het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 die ingevolge de coronacrisis tijdens het aanslagjaar 2020 van belastingen zijn vrijgesteld, raamt hij op 30 000,00 euro.

In dat geval moet hij in zijn belastingaangifte voor het aanslagjaar 2020 een vrijstelling ten belope van 26 000,00 euro vermelden wegens eventuele verliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 (bijvoorbeeld naast code 1633, die oorspronkelijk alleen bedoeld is voor de vrijstelling voor sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut).

Cette exonération a pour effet que ses revenus nets d'indépendants s'élèvent à 0,00 euros au lieu de 26 000,00 euros.

Sur ce montant, il est redevable d'aucun impôt (ce qui lui procure un gain de trésorerie de 6 834,24 euros).

Pour la partie qu'il n'a pas pu déduire (4 000,00 euros), il a droit à un crédit d'impôt qui s'élève à de 1 000,00 euros (4 000,00 euros multiplié par 25 %). Ce crédit pourrait par exemple être mentionné au Code 1759 de la déclaration qui est initialement prévu pour le montant imputable du crédit d'impôt visé à l'article 289bis du Code des impôts sur les revenus 1992.

Comme prévu, l'exercice d'imposition 2021 (revenus de l'année 2020) se solde par une perte professionnelle qui correspond au montant initialement estimé.

Ceci a pour effet, que:

Compte tenu:

— du bénéfice antérieurement exonéré qui devient imposable à concurrence de 26 000,00 euros;

— de la déduction des pertes professionnelles de l'exercice de 30 000,00 euros;

le revenu net d'indépendant imposable s'élève à un montant négatif de 4 000,00 euros.

L'exercice d'imposition 2022 (revenus de l'année 2021) se solde (avant déduction des pertes professionnelles antérieures et reprise de l'exonération) par un revenu net d'indépendant de 3 000,00 euros.

Le solde des pertes déductibles sur les périodes impossibles ultérieures s'élève à 1 000 euros (4 000,00 euros – 3 000,00 euros).

Cependant, Monsieur X est redevable d'un montant d'impôt équivalent au crédit d'impôt octroyé lors de l'exercice d'imposition 2020. Pour l'exercice d'imposition, ce montant est de 750 euros à savoir 1 000 euros multiplié par 3 000,00 euros divisé par 4 000,00 euros.

Le solde du crédit d'impôt (à savoir 250 euros) devra être remboursé au moment de la déduction de la perte professionnelle de 1 000 euros.

Les sommes dues (750 et 250 euros) ne sont pas déductibles à titre de frais professionnels pour les exercices d'imposition concernés.

Als gevolg van die vrijstelling bedragen zijn netto-inkomsten als zelfstandige niet langer 26 000,00 euro, maar 0,00 euro.

Op dat bedrag is hij geen belasting verschuldigd, wat hem een voordeel van 6 834,24 euro oplevert.

Voor het niet-aftrekbare gedeelte (4 000,00 euro) heeft hij recht op een belastingkrediet van 1 000,00 euro (4 000,00 euro x 25 %). Dit belastingkrediet zou hij kunnen vermelden bijvoorbeeld naast code 1759 van de aangifte, die oorspronkelijk bedoeld is voor het verrekenbaar bedrag van het belastingkrediet als bedoeld in artikel 289bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Zoals voorzien, sluit de heer X het aanslagjaar 2021 (inkomsten van het jaar 2020) af met een beroepsverlies dat overeenkomt met het initieel geraamde bedrag.

Rekening houdend met:

— het eerder vrijgestelde voordeel van 26 000,00 euro dat belastbaar wordt gesteld;

— de aftrek van de beroepsverliezen voor het aanslagjaar ten belope van 30 000,00 euro,

bedraagt zijn belastbaar netto-inkomen als zelfstandige aldus -4 000,00 euro.

Hij sluit het aanslagjaar 2022 (inkomsten van het jaar 2021) (vóór aftrek van de eerdere beroepsverliezen en met inaanmerkingneming van de vrijstelling) af met een netto-inkomen als zelfstandige van 3 000,00 euro.

Het saldo van de aftrekbare verliezen over de latere belastbare tijdperken bedraagt 1 000 euro (4 000,00 euro – 3 000,00 euro).

Niettemin is de heer X belastingen verschuldigd ten belope van het belastingkrediet dat hem werd toegestaan voor het aanslagjaar 2020. Die belasting bedraagt voor het aanslagjaar 750 euro (1 000 euro * 3 000,00 euro, gedeeld door 4 000,00 euro).

Het belastingkredietssaldo (250 euro) zal moeten worden terugbetaald bij de aftrek van het beroepsverlies van 1 000 euro.

De verschuldigde bedragen (750 euro en 250 euro) kan de heer X voor de betrokken aanslagjaren niet als beroepskosten aftrekken.

Art. 4

Cet article dispose que les pertes éventuelles exonérées lors de l'exercice d'imposition 2020 doivent être encourues au cours de l'exercice d'imposition 2021.

Pour éviter que cette réglementation soit appliquée à des entreprises non touchées par la crise du coronavirus, il est précisé que les pertes doivent être en lien avec celle-ci.

Cet article vise à exclure automatiquement du bénéfice de la mesure toutes les sociétés dont les activités n'ont pas été affectées par la crise sanitaire, notamment à la suite de la quarantaine imposée par les autorités. Toutes les sociétés dites de gestion ou de patrimoine n'exerçant pas d'activités commerciales ou industrielles réellement affectées par la quarantaine sont dès lors exclues du champ d'application de la loi proposée.

Il appartiendra au contribuable de démontrer le lien entre la perte estimée et la crise du coronavirus.

Art. 5

Cet article dispose que si la perte réelle est inférieure au montant pour lequel l'exonération a été demandée, un intérêt de retard est dû sur la partie de l'impôt qui se rapporte à la différence entre, d'une part, le montant de la perte réelle de l'exercice d'imposition 2021 et, d'autre part, le montant qui a été exonéré et/ou qui a donné lieu à un crédit d'impôt lors de l'exercice d'imposition 2020.

Cet intérêt de retard est dû à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition pour lequel l'exonération et/ou le crédit d'impôt a été accordée.

Ceci peut être illustré par l'exemple suivant:

Monsieur X (célibataire) doit déclarer à l'impôt des personnes physiques (exercice d'imposition 2020 – revenus de l'année 2019) des revenus nets d'indépendants de 26 000,00 euros. Sur ce montant, il est redevable d'un impôt de 6 834,24 euros (il n'est redevable d'aucune majoration d'impôt). Il n'a pas d'autres revenus. Le taux moyen d'imposition est de 24,34 %.

Suite à la crise du coronavirus, Monsieur X estime que l'exercice d'imposition 2021 (revenus de l'année 2020) va se solder par une perte professionnelle. Il estime que les pertes professionnelles éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition

Art. 4

Dit artikel bepaalt dat eventuele verliezen die in het aanslagjaar 2020 worden vrijgesteld, betrekking moeten hebben op verliezen die in het aanslagjaar 2021 worden geleden.

Om te voorkomen dat deze regeling wordt toegepast op bedrijven die niet door de coronavirus crisis worden getroffen, wordt bepaald dat de verliezen in verband moeten worden gebracht met de coronavirus crisis.

Dit artikel heeft tot doel alle vennootschappen waarvan de activiteiten niet door de gezondheidscrisis worden getroffen, met name als gevolg van de door de overheid opgelegde quarantaine, automatisch uit te sluiten van de toepassing van de maatregel. Alle zogenaamde beheers-, patrimonium- of vermogensholdings, maar zonder commerciële of industriële activiteiten die werkelijk door de quarantaine worden beïnvloed, zijn daarom uitgesloten van het toepassingsgebied van deze wet.

Het is aan de belastingplichtige om het verband van de geschatte beroepsverliezen met de coronaviruscrisis te bewijzen.

Art. 5

Dit artikel bepaalt dat indien de werkelijke beroepsverliezen lager zijn dan het bedrag waarvoor de vrijstelling is aangevraagd, nalatigheidsintresten verschuldigd zijn over het deel van de belasting dat betrekking heeft op het verschil tussen enerzijds het bedrag van de werkelijke beroepsverliezen in het aanslagjaar 2021 en anderzijds het bedrag dat in het aanslagjaar 2020 is vrijgesteld.

Deze nalatigheidsintresten zijn verschuldigd vanaf 1 januari van het aanslagjaar waarvoor de vrijstelling werd toegekend.

Een voorbeeld:

De heer X, ongehuwd, geeft in zijn aangifte voor de personenbelasting (aanslagjaar 2020 – inkomsten van het jaar 2019) 26 000,00 euro aan als netto-inkomsten als zelfstandige. Op dat bedrag moet hij 6 834,24 euro belastingen betalen (hij is geen belastingvermeerdering verschuldigd). Hij heeft geen andere inkomsten. De gemiddelde aanslagvoet bedraagt 24,34 %.

De heer X denkt dat hij door de coronacrisis een beroepsverlies zal lijden voor het aanslagjaar 2021 (inkomsten van het jaar 2020). De eventuele beroepsverliezen in het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 die ingevolge de coronacrisis tijdens

2021 qui sont exonérées lors de l'exercice d'imposition 2020 en lien avec la crise du coronavirus s'élèvent à 30 000,00 euros.

Dans cette hypothèse, il doit mentionner dans sa déclaration fiscale relative à l'exercice d'imposition 2020, une exonération de 26 000,00 euros pour pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 (par exemple au code 1633 qui est initialement prévu uniquement pour l'exonération pour passif social en vertu du statut unique).

Cette exonération a pour effet que ses revenus nets d'indépendants s'élèvent à 0,00 euros au lieu de 26 000,00 euros.

Sur ce montant, il est redevable d'aucun impôt (ce qui lui procure un gain de trésorerie de 6 834,24 euros.

Pour la partie qu'il n'a pas pu déduire (4 000,00 euros), il a droit à un crédit d'impôt qui s'élève à de 1 000 euros (4 000,00 euros multiplié par 25 %).

L'exercice d'imposition 2021 (revenus de l'année 2020) se solde par une perte professionnelle qui ne correspond pas au montant initialement estimé. Cette perte professionnelle s'élève à 20 000,00 euros.

Ceci a pour effet, que:

Compte tenu:

— du bénéfice antérieurement exonéré qui devient imposable à concurrence de 26 000,00 euros;

— de la déduction des pertes professionnelles de l'exercice 20 000,00 euros;

le revenu net d'indépendant imposable s'élève à 6 000,00 euros.

Monsieur X est également redevable du crédit d'impôt octroyé lors de l'exercice d'imposition 2020, à savoir 1 000 euros.

Tant sur l'impôt qui résulte du revenu imposable de 6 000,00 euros que sur le crédit d'impôt à payer de 1 000 euros, un intérêt de retard, calculé conformément à l'article 414 du Code des impôts sur les revenus est dû à partir du 1^{er} janvier 2020, c'est-à-dire l'année portant le millésime de l'exercice d'imposition pour lequel l'exonération ou le crédit d'impôt a été accordé.

het aanslagjaar 2020 van belastingen zijn vrijgesteld, raamt hij op 30 000,00 euro.

In dit geval moet hij in zijn belastingaangifte voor het aanslagjaar 2020 een vrijstelling ten belope van 26 000,00 euro vermelden wegens eventuele verliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 (bijvoorbeeld naast code 1633, die oorspronkelijk alleen bedoeld is voor de vrijstelling voor sociaal passief ingevolge het eenheidsstatuut).

Als gevolg van die vrijstelling bedragen zijn netto-inkomsten als zelfstandige niet langer 26 000,00 euro, maar 0,00 euro.

Op dat bedrag is hij geen belasting verschuldigd, wat hem een voordeel van 6 834,24 euro oplevert.

Voor het niet-aftrekbare gedeelte (4 000,00 euro) heeft hij recht op een belastingkrediet van 1 000 euro (4 000,00 euro * 25 %).

Hij sluit het aanslagjaar 2021 (inkomsten van het jaar 2020) af met een beroepsverlies dat niet overeenstemt met het initieel geraamde bedrag. Dat beroepsverlies bedraagt 20 000,00 euro.

Rekening houdend met:

— het eerder vrijgestelde voordeel van 26 000,00 euro dat belastbaar wordt gesteld;

— de aftrek van de beroepsverliezen voor het aanslagjaar ten belope van 20 000,00 euro,

bedraagt zijn belastbaar netto-inkomen als zelfstandige aldus 6 000,00 euro.

Tevens is de heer X het belastingkrediet van 1 000 euro dat hem voor het aanslagjaar 2020 werd toegestaan, verschuldigd.

Zowel op de belasting op het belastbaar inkomen van 6 000,00 euro als op het belastingkrediet van 1 000 euro is nalatigheidsintrest verschuldigd, berekend overeenkomstig artikel 414 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Die intrest wordt aangerekend vanaf 1 januari 2020, zijnde het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd waarvoor de vrijstelling of het belastingkrediet werd toegestaan.

Art. 6

Étant donné que la déduction des pertes n'est pas admise lorsque la base de taxation est fixée à l'aide d'un forfait, l'exonération ne pourra logiquement pas s'appliquer aux contribuables ayant recours au forfait pour l'année de revenus 2020.

Il est donc prévu que le contribuable qui demande l'exonération pour l'année de revenus 2019 (exercice d'imposition 2020) s'engage à ne pas faire usage des bases de taxation forfaitaires pour l'année de revenus 2020.

Art. 7

L'article 7 dispose que les articles 2 à 5 s'appliquent également aux sociétés.

L'article 7, alinéa 2, dispose que l'exonération s'applique aux périodes imposables clôturées entre le 13 mars 2019 et le 12 mars 2020, date à laquelle les mesures de lutte contre la propagation du virus COVID-19 ont été annoncées.

L'alinéa 3 prévoit une augmentation du montant initialement exonéré qui sera imposable si cette mesure a pour effet de transférer le "revenu imposable" vers une période imposable à laquelle un taux inférieur s'applique.

Art. 8

L'objectif de la présente proposition de loi est de permettre aux entreprises de déduire, dès l'exercice d'imposition 2020, le résultat négatif attendu de la période imposable suivante afin d'améliorer leur liquidité.

L'exonération d'une partie des bénéfices pourra entraîner un remboursement de l'impôt dû et d'une partie ou de la totalité des avances payées, ou une réduction du crédit d'impôt.

Cet objectif ne sera pas atteint s'il apparaît que cette exonération se substitue à des "postes de déduction" qui peuvent être reportés à la période imposable suivante en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices.

Ceci peut être illustré par les exemples suivants.

Art. 6

Aangezien er geen aftrek voor verliezen wordt aanvaard wanneer de belastbare grondslag wordt bepaald aan de hand van een forfait, kan de vrijstelling logischerwijze niet worden toegepast door belastingplichtigen die het forfait voor het inkomstenjaar 2020 zouden gebruiken.

Daarom moet de belastingplichtige die de vrijstelling voor het inkomstenjaar 2019 (aanslagjaar 2020) aanvraagt, zich er ook toe verbinden geen gebruik te maken van de forfaitaire belastbare grondslag voor het inkomstenjaar 2020.

Art. 7

Artikel 7 bepaalt dat de artikelen 1 tot en met 4 ook van toepassing zijn op vennootschappen.

In artikel 7, tweede lid, is bepaald dat de vrijstelling geldt voor belastbare tijdperken die zijn afgesloten tussen 13 maart 2019 en 12 maart 2020, d.w.z. de datum waarop maatregelen tegen de verspreiding van het COVID-19-virus zijn aangekondigd.

Het derde lid voorziet in een verhoging van het oorspronkelijk vrijgestelde bedrag dat belastbaar wordt indien deze maatregel tot gevolg zou hebben gehad dat "belastbaar inkomen" zou zijn overgeheveld naar een belastbaar tijdperk waarin een lager tarief van toepassing is.

Art. 8

Het doel van het wetsvoorstel is om bedrijven de mogelijkheid te bieden om reeds vanaf het aanslagjaar 2020 het verwachte negatieve resultaat van het volgende belastbare tijdperk af te trekken om hun liquiditeit te verbeteren.

Door een deel van de winst vrij te stellen, kunnen de verschuldigde belasting en sommige of alle betaalde voorschotten worden terugbetaald of moet een lager belastingtegoed worden betaald.

Het doel zou niet worden bereikt als zou blijken dat deze vrijstelling in de plaats komt van "aftrekposten" die naar het volgende belastbare tijdperk kunnen worden overgedragen in geval van afwezigheid of ontoereikendheid van de winst.

Enkele voorbeelden:

Exemple n° 1

La société X, PME au sens du Code des sociétés et des associations (qui clôture ses comptes le 31 décembre) doit déclarer à l'impôt des sociétés (exercice d'imposition 2020 – bilan clôturé le 31 décembre 2019) une base imposable de 26 000,00 euros.

Suite à la crise du coronavirus, la société X estime que l'exercice d'imposition 2021 (exercice comptable 2020) va se solder par une perte professionnelle. Elle estime que les pertes professionnelles éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 qui sont exonérées lors de l'exercice d'imposition 2020 en lien avec la crise du coronavirus s'élèvent à 6 000,00 euros.

Dans cette hypothèse, elle doit mentionner dans sa déclaration fiscale relative à l'exercice d'imposition 2020, une exonération de 6 000,00 euros pour pertes professionnelles éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 (au code 1605 "autres éléments non imposables").

Cette déduction a pour effet que sa base imposable s'élève à 20 000,00 euros au lieu de 26 000,00 euros.

Lors de l'exercice d'imposition 2021, la société X devra reprendre au code 1218 la somme 6 000,00 euros.

La base imposable pour l'exercice d'imposition 2021 s'élève à 0,00 euros si l'exercice d'imposition 2021 (exercice comptable 2020) se solde par une perte professionnelle qui correspond au montant initialement estimé à savoir 6.000,00 euros.

Exemple n° 2

La société X, qui n'est pas une PME au sens du Code des sociétés et des associations (qui clôture ses comptes le 31 décembre) doit déclarer à l'impôt des sociétés (exercice d'imposition 2020 – bilan clôturé le 31 décembre 2019) une base imposable de 34 000,00 euros. Cette base imposable est soumise au taux de 29,58 %.

Suite à la crise du coronavirus, la société X estime que l'exercice d'imposition 2021 (exercice comptable 2020) va se solder par une perte. Elle estime que les pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 qui sont exonérées lors de l'exercice d'imposition 2020 en lien avec la crise du coronavirus s'élèvent à 18 000,00 euros.

Voorbeeld 1

Vennootschap X – een kmo in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (die haar jaarrekening afsluit op 31 december) – geeft in haar aangifte voor de vennootschapsbelasting (aanslagjaar 2020, jaarrekening afgesloten op 31 december 2019) 26 000,00 euro aan als belastinggrondslag.

Vennootschap X denkt voor het aanslagjaar 2021 (boekjaar 2020) een beroepsverlies te zullen lijden als gevolg van de coronacrisis. De eventuele beroepsverliezen in het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 die ingevolge de coronacrisis tijdens het aanslagjaar 2020 van belastingen zijn vrijgesteld, worden op 6 000,00 euro geraamd.

In dit geval moet de vennootschap in haar belastingaangifte voor het aanslagjaar 2020 een vrijstelling ten belope van 6 000,00 euro vermelden wegens eventuele beroepsverliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 (naast code 1605 "Andere niet-belastbare bestanddelen").

Als gevolg van die vrijstelling bedraagt de belastinggrondslag niet langer 26 000,00 euro maar 20 000,00 euro.

Tijdens het aanslagjaar 2021 zal vennootschap X naast code 1218 het bedrag van 6 000,00 euro moeten vermelden.

De belastinggrondslag voor het aanslagjaar 2021 bedraagt 0,00 euro.

Voorbeeld 2

Vennootschap X – geen kmo in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (die haar jaarrekening afsluit op 31 december) – geeft in haar aangifte voor de vennootschapsbelasting (aanslagjaar 2020 – jaarrekening afgesloten op 31 december 2019) 34 000,00 euro aan als belastinggrondslag. Op die belastinggrondslag is de aanslagvoet van 29,58 % van toepassing.

Vennootschap X denkt dat voor het aanslagjaar 2021 (boekjaar 2020) beroepsverliezen te zullen lijden als gevolg van de coronacrisis. De eventuele beroepsverliezen in het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 die ingevolge de coronacrisis tijdens het aanslagjaar 2020 van belastingen zijn vrijgesteld, worden op 18 000,00 euro geraamd.

Dans cette hypothèse, elle doit mentionner dans sa déclaration fiscale relative à l'exercice d'imposition 2020, une exonération de 18 000,00 euros pour pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 (au code 1605 "autres éléments non imposables").

Cette déduction a pour effet que sa base imposable s'élève à 16 000,00 euros au lieu de 34 000,00 euros.

Lors de l'exercice d'imposition 2021, la société X devra reprendre au code 1218 la somme 21 297,60 euros à savoir $18\,000,00 \times (1 + 18,32\%)$.

Le pourcentage de 18,32 % correspond au résultat de la fraction suivante: au numérateur par la différence entre le taux de 29,58 % et le taux de 25 % et au dénominateur par le taux de 25 %.

Exemple n° 3

La société X, PME au sens du Code des sociétés et des associations (qui clôture ses comptes le 31 décembre) doit déclarer à l'impôt des sociétés (exercice d'imposition 2020 – bilan clôturé le 31 décembre 2019) une base imposable de 116 000,00 euros.

Suite à la crise du coronavirus, la société X estime que l'exercice d'imposition 2021 (exercice comptable 2020) va se solder par une perte professionnelle. Elle estime que les pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 qui sont exonérées lors de l'exercice d'imposition 2020 en lien avec la crise du coronavirus s'élèvent à 26 000,00 euros.

Dans cette hypothèse, elle doit mentionner dans sa déclaration fiscale relative à l'exercice d'imposition 2020, une exonération de 26 000,00 euros pour pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 (au code 1605 "autres éléments non imposables").

Cette déduction a pour effet que sa base imposable s'élève à 90 000,00 euros au lieu de 116 000,00 euros.

Si sa base imposable est inférieure à 100 000,00 euros, la société X devra, lors de l'exercice d'imposition 2021, reprendre au code 1218 la somme 33 664,00 euros à savoir $10\,000,00 + 16\,000,00 \times (1 + 47,90\%)$.

In dit geval moet de vennootschap in haar belastingaangifte voor het aanslagjaar 2020 een vrijstelling ten belope van 18 000,00 euro vermelden wegens eventuele beroepsverliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 (naast code 1605 "Andere niet-belastbare bestanddelen").

Als gevolg van die vrijstelling bedraagt de belastinggrondslag niet langer 34 000,00 euro, maar 16 000,00 euro.

Tijdens het aanslagjaar 2021 zal vennootschap X naast code 1218 het bedrag van 21 297,60 euro moeten vermelden, als uitkomst van deze berekening: $18\,000,00 \times (1 + 18,32\%)$.

Het percentage van 18,32 % stemt overeen met de uitkomst van de breuk met in de teller het verschil tussen de aanslagvoet van 29,58 % en de aanslagvoet van 25 %, en met in de noemer de aanslagvoet van 25 %.

Voorbeeld 3

Vennootschap X – een kmo in de zin van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (die haar jaarrekening afsluit op 31 december) – geeft in haar aangifte voor de vennootschapsbelasting (aanslagjaar 2020 – jaarrekening afgesloten op 31 december 2019) 116 000,00 euro aan als belastinggrondslag.

Vennootschap X denkt voor het aanslagjaar 2021 (boekjaar 2020) een beroepsverlies te zullen lijden als gevolg van de coronacrisis. De eventuele beroepsverliezen in het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 die ingevolge de coronacrisis tijdens het aanslagjaar 2020 van belastingen zijn vrijgesteld, worden op 26 000,00 euro geraamd.

In dit geval moet de vennootschap in haar belastingaangifte voor het aanslagjaar 2020 een vrijstelling ten belope van 26 000,00 euro vermelden wegens eventuele beroepsverliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 (naast code 1605 "Andere niet-belastbare bestanddelen").

Als gevolg van die vrijstelling bedraagt de belastinggrondslag niet langer 116 000,00 euro, maar 90 000,00 euro.

Ingeval de belastinggrondslag lager is dan 100 000,00 euro, zal vennootschap X tijdens het aanslagjaar 2021 naast code 1218 het bedrag van 33 664,00 euro moeten vermelden, als uitkomst van deze berekening: $10\,000,00 + 16\,000,00 \times (1 + 47,90\%)$.

Le pourcentage de 47,90 % correspond au résultat de la fraction suivante: au numérateur par la différence entre le taux de 29,58 % et le taux de 20 % et au dénominateur par le taux de 20 %.

Art. 9

La loi proposée ne s'appliquera pas aux entreprises soumises à un régime fiscal spécial, qui ne relèvent pas de secteurs susceptibles d'être directement touchés par la crise (fonds d'investissement) ou qui bénéficient d'un régime fiscal propre (navigation maritime).

De même, conformément à ce qui est déjà prévu au sujet des avantages accordés par la loi du xxx 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie COVID-19, les entreprises qui entretiennent des liens avec des paradis fiscaux sont également exclues du bénéfice de cette loi.

Het percentage van 47,90 % stemt overeen met de uitkomst van de breuk met in de teller het verschil tussen de aanslagvoet van 29,58 % en de aanslagvoet van 20 %, en met in de noemer de aanslagvoet van 20 %.

Art. 9

Deze wet is niet van toepassing op bedrijven met een speciaal belastingregime of die niet in sectoren zitten die rechtstreeks door de crisis kunnen worden getroffen (beleggingsfondsen) of die van een eigen belastingregime genieten (zeescheepvaart).

Evenzo zijn, in overeenstemming met wat reeds is voorzien voor de voordelen die door de wet van xxx 2020, houdende diverse dringende fiscale bepalingen te gevolge van de COVID-19 pandemie, worden toegekend, bedrijven met banden met belastingparadijzen uitgesloten van de voordelen die in deze wet zijn voorzien.

Joris VANDENBROUCKE (sp.a)
Jan BERTELS (sp.a)
Hugues BAYET (PS)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Les bénéfices visés à l'article 24 du Code des impôts sur les revenus 1992 ou profits visés à l'article 27 du même Code, d'un contribuable assujetti à l'impôt des personnes physiques ou les bénéfices et profits soumis à l'impôt des non-résidents dans le chef d'un contribuable visé à l'article 227, 1^o, du même Code, réalisés ou obtenus au cours d'une période imposable liée à l'exercice d'imposition 2020 peuvent être totalement ou partiellement exonérés en raison de pertes professionnelles éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021.

Le montant total des bénéfices ou profits exonérés en vertu de l'alinéa 1^{er} est considéré comme un bénéfice ou profit de la période imposable suivante.

Art. 3

La partie des pertes professionnelles éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 qui n'a pas pu être exonérée en cas d'absence ou d'insuffisance de revenu imposable pour la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2020 donne lieu à l'octroi d'un crédit d'impôt provisoire pour cet exercice d'imposition.

Le crédit d'impôt provisoire octroyé en vertu de l'alinéa 1^{er} est considéré comme un impôt à payer au cours de la période imposable au cours de laquelle la perte professionnelle encourue est déduite.

Le crédit d'impôt n'est pas déductible à titre de frais professionnels.

Le crédit d'impôt provisoire octroyé est égal à la partie des pertes professionnelles mentionnées à l'alinéa 1^{er} multiplié par le plus élevé des deux taux suivants:

— le taux de 25 %.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

De in artikel 24 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 bedoelde winst of de in artikel 27 van hetzelfde Wetboek bedoelde baten van een aan de personenbelasting onderworpen belastingplichtige, dan wel de aan de belasting van niet-inwoners onderworpen winst en baten van een in artikel 227, 1^o, van hetzelfde Wetboek bedoelde belastingplichtige die werden behaald of verkregen tijdens een belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2020, kunnen geheel of gedeeltelijk worden vrijgesteld wegens eventuele beroepsverliezen geleden tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021.

Het totaalbedrag van de op grond van het eerste lid vrijgestelde winst of baten wordt beschouwd als winst of baten van het volgende belastbaar tijdperk.

Art. 3

Het gedeelte van de eventueel tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 geleden beroepsverliezen dat niet kon worden vrijgesteld omdat geen dan wel een ontoereikend belastbaar inkomen voorhanden was voor het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2020, geeft aanleiding tot de toekenning van een voorlopig belastingkrediet voor dat aanslagjaar.

Het op grond van het eerste lid toegekende voorlopig belastingkrediet wordt beschouwd als een belasting die dient te worden betaald tijdens het belastbaar tijdperk waarin het geleden beroepsverlies wordt afgetrokken.

Het belastingkrediet is niet aftrekbaar als beroepskosten.

Het toegekende voorlopig belastingkrediet is gelijk aan het gedeelte van de in het eerste lid bedoelde beroepsverliezen, vermenigvuldigd met de hoogste van de volgende twee tarieven:

— het tarief van 25 %;

— le taux d'imposition moyen obtenu avant application de l'exonération de pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021.

Le montant du crédit d'impôt octroyé ne peut pas excéder:

- les charges fixes de l'activité pour laquelle le crédit d'impôt est octroyé;
- un million d'euro.

Pour l'application du présent article, constituent des charges fixes les comptes 60 à 65 du Plan comptable minimum normalisé tel que repris dans l'arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du code de droit Économique, ou les charges équivalentes à celles-ci reprises dans le dernier état comptable.

Pour bénéficier du crédit d'impôt, la personne physique doit apporter la preuve qu'à la date de la demande, elle n'a pas:

- a) d'arriérés auprès de l'Office national de sécurité sociale;
- b) de dettes d'impôts fédérales existantes;
- c) de dettes existantes en matière de précomptes;
- d) de dettes dont la perception et le recouvrement sont assurés en application de la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, ayant fait l'objet d'une décision judiciaire portant condamnation à leur paiement coulée en force de chose jugée avant la date de son entrée en vigueur.

Pour l'application du présent article, les pertes encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 sont censées être déduites en premier lieu.

Art. 4

Les pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 qui sont exonérées lors de l'exercice d'imposition 2020 doivent être en lien avec la crise du coronavirus.

— het gemiddelde belastingtarief verkregen vóór toepassing van de vrijstelling van de eventuele verliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021.

Het toegekende belastingkrediet mag niet hoger zijn dan:

- de vaste kosten van de activiteit waarvoor het belastingkrediet wordt toegekend;
- één miljoen euro.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "vaste kosten" verstaan de rekeningen 60 tot 65 van de Minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel als opgenomen in het koninklijk besluit van 21 oktober 2018 tot uitvoering van de artikelen III.82 tot en met III.95 van het Wetboek van Economisch recht, of de daaraan gelijkwaardige kosten die zijn opgenomen in het recentste boekhoudkundige staat.

Om voor het belastingkrediet in aanmerking te komen, moet de natuurlijke persoon het bewijs leveren dat hij op de datum van de aanvraag:

- a) geen achterstallen heeft bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;
- b) geen bestaande federale belastingschulden heeft;
- c) geen bestaande schulden inzake voorheffingen heeft;
- d) geen schulden heeft waarvan de inning en de invordering worden uitgevoerd met toepassing van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, die voordat die wet in werking is getreden het voorwerp hebben uitgemaakt van een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing houdende veroordeling tot de betaling ervan.

Voor de toepassing van dit artikel worden de verliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021, geacht eerst te worden afgetrokken.

Art. 4

De eventuele verliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 en die in het aanslagjaar 2020 zijn vrijgesteld, moeten verband houden met de coronacrisis.

Art. 5

Il est dû sur la partie de l'impôt qui se rapporte proportionnellement à la différence entre d'une part, le montant de la perte réelle de l'exercice d'imposition 2021 et d'autre part, le montant qui a été exonéré lors de l'exercice d'imposition 2020, un intérêt de retard, calculé conformément à l'article 414 du même Code, à partir du 1^{er} janvier de l'année portant le millésime de l'exercice d'imposition pour lequel l'exonération ou le crédit d'impôt a été accordé.

Art. 6

Le contribuable qui demande l'exonération visée par la présente loi s'engage à ne pas faire usage des bases de taxation forfaitaires visées à l'article 342, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code pour la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021.

Art. 7

Les articles 2 à 5 sont applicables aux personnes morales assujetties à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents dans le chef des contribuables visés à l'article 227, 2°, du même Code.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la période imposable pendant laquelle les pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021 peuvent être exonérées doit correspondre à un exercice comptable clôturé au cours de la période allant du 13 mars 2019 au 12 mars 2020.

Le montant qui est considéré comme un bénéfice de la période imposable suivante correspond au montant qui a été exonéré. Ce montant est adapté au résultat de la fraction suivante:

— au numérateur par la différence entre le taux de 29,58 % et le taux de 25 % et au dénominateur par le taux de 25 % dans le cas où le taux applicable de la période imposable au cours de laquelle le montant exonéré a été constitué était de 29,58 % et le taux applicable de la période imposable au cours de laquelle le montant est considéré comme un bénéfice était de 25 %;

— au dénominateur par la différence entre le taux de 33,99 % et le taux de 29,58 % et au dénominateur par le taux de 29,58 % dans le cas où le taux applicable de la période imposable au cours de laquelle le

Art. 5

Op het gedeelte van de belasting dat verhoudingsgewijze betrekking heeft op het verschil tussen het bedrag van de werkelijke beroepsverliezen tijdens het aanslagjaar 2021 en het bedrag dat in het aanslagjaar 2020 werd vrijgesteld, is een overeenkomstig artikel 414 van hetzelfde Wetboek berekende nalatigheidsintrest verschuldigd vanaf 1 januari van het jaar waarnaar het aanslagjaar wordt genoemd en waarvoor de vrijstelling of het belastingkrediet werd toegestaan.

Art. 6

De belastingplichtige die om de in deze wet bedoelde vrijstelling verzoekt, verbindt zich ertoe om voor het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 geen gebruik te maken van de in artikel 342, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek bedoelde forfaitaire grondslagen van aanslag.

Art. 7

De artikelen 2 tot 5 zijn van toepassing op de rechtspersonen die zijn onderworpen aan de vennootschapsbelasting en aan de belasting van niet-inwoners als belastingplichtigen bedoeld in artikel 227, 2°, van hetzelfde Wetboek.

Voor de toepassing van het eerste lid moet het belastbaar tijdperk waarin de eventuele tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021 geleden verliezen kunnen worden vrijgesteld, overeenstemmen met een boekjaar dat werd afgesloten in de periode van 13 maart 2019 tot 12 maart 2020.

Het bedrag dat als winst van het volgende belastbaar tijdperk wordt beschouwd, stemt overeen met het vrijgestelde bedrag. Dat bedrag wordt aangepast aan de uitkomst van de breuk:

— met in de teller het verschil tussen de aanslagvoet van 29,58 % en de aanslagvoet van 25 %, en met in de noemer de aanslagvoet van 25 % ingeval de toepasselijke aanslagvoet van het belastbaar tijdperk waarin het vrijgestelde bedrag is gevormd, 29,58 % bedroeg, en ingeval de toepasselijke aanslagvoet van het belastbaar tijdperk waarin het bedrag als een winst wordt beschouwd, 25 % bedroeg;

— met in de teller het verschil tussen de aanslagvoet van 33,99 % en de aanslagvoet van 29,58 %, en met in de noemer de aanslagvoet van 29,58 % ingeval de toepasselijke aanslagvoet van het belastbaar tijdperk

montant exonéré a été constitué était de 33,99 % et le taux applicable de la période imposable au cours de laquelle le montant est considéré comme un bénéfice était de 29,58 %;

— au dénominateur par la différence entre le taux de 29,58 % et le taux de 20 % et au dénominateur par le taux de 20 % dans le cas où le taux applicable de la période imposable au cours de laquelle le montant exonéré a été constitué était de 29,58 % et le taux applicable de la période imposable au cours de laquelle le montant est considéré comme un bénéfice était de 20 %.

Le crédit d'impôt provisoire octroyé est égal à la partie des pertes mentionnées à l'alinéa 1^{er} multiplié par le plus élevé des deux taux suivants:

— le taux d'imposition qui aurait été appliqué en l'absence d'exonération de pertes éventuelles encourues au cours de la période imposable liée à l'exercice d'imposition 2021;

— 20 %.

Pour bénéficier du crédit d'impôt, la société doit apporter la preuve qu'à la date du 12 mars 2020 soit au moment de la demande, elle n'a pas:

a) d'arriérés auprès de l'Office national de sécurité sociale;

b) de dettes d'impôts fédérales {ou régionales} existantes;

c) de dettes existantes en matière de précomptes.

Le crédit d'impôt octroyé ne peut pas excéder:

— 50% des fonds propres de la société;

— les charges fixes de la société;

— un million d'euros.

Pour l'application du présent article, le montant des fonds propres est celui repris dans les derniers comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale.

Pour l'application du présent article, constituent des charges fixes les comptes 60 à 65 du Plan comptable minimum normalisé tel que repris dans l'arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à

waarin het vrijgestelde bedrag is gevormd, 33,99 % bedroeg, en ingeval de toepasselijke aanslagvoet van het belastbaar tijdperk waarin het bedrag als een winst wordt beschouwd, 29,58 % bedroeg;

— met in de teller het verschil tussen de aanslagvoet van 29,58 % en de aanslagvoet van 20 %, en met in de noemer de aanslagvoet van 20 % ingeval de toepasselijke aanslagvoet van het belastbaar tijdperk waarin het vrijgestelde bedrag is gevormd, 29,58 % bedroeg, en ingeval de toepasselijke aanslagvoet van het belastbaar tijdperk waarin het bedrag als een winst wordt beschouwd, 20 % bedroeg.

Het toegekende voorlopig belastingkrediet is gelijk aan het gedeelte van de eerste lid bedoelde verliezen, vermenigvuldigd met het hoogste van de volgende twee tarieven:

— het belastingtarief dat van toepassing zou zijn geweest zonder de vrijstelling van eventuele verliezen tijdens het belastbaar tijdperk verbonden met het aanslagjaar 2021;

— 20 %.

Om voor het belastingkrediet in aanmerking te komen, moet de vennootschap het bewijs leveren dat zij ofwel op 12 maart 2020, ofwel op de datum van de aanvraag:

a) geen achterstallen heeft bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

b) geen bestaande federale (of gewestelijke) belastingsschulden heeft;

c) geen bestaande schulden inzake voorheffingen heeft.

Het toegekende belastingkrediet mag niet hoger zijn dan:

— 50 % van het eigen vermogen van de vennootschap;

— de vaste kosten van de vennootschap;

— één miljoen euro.

Voor de toepassing van dit artikel komt het eigen vermogen overeen met het bedrag dat is opgenomen in de recentste jaarrekening die is goedgekeurd door de Algemene Vergadering.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder "vaste kosten" verstaan de rekeningen 60 tot 65 van de Minimumindeling van een algemeen rekeningenstelsel, als opgenomen in het koninklijk besluit van 21 oktober

III.95 du code de droit Économique, tels que repris dans les derniers comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale.

Art. 8

L'exonération ne peut pas avoir pour effet:

— de reporter la déduction de revenus visés aux articles 202 à 205 du même Code des impôts sur les revenus qui auraient été déductibles en l'absence d'une telle exonération;

— de reporter la déduction de revenus d'innovation visés aux articles 205/1 à 205/4 du même Code qui auraient été déductibles en l'absence d'une telle exonération;

— de reporter la déduction pour investissement qui aurait été déductibles en l'absence d'une telle exonération.

Art. 9

L'exonération ou le crédit d'impôt ne s'applique pas aux sociétés qui ont effectué durant la période du 12 mars 2020 jusqu'au jour de l'introduction de la déclaration se rattachant à l'exercice d'imposition 2021, une acquisition d'actions ou de parts propres, ou une attribution ou distribution de dividendes visée à l'article 18 du même Code, en ce compris les distributions de réserves de liquidation visées aux articles 184*quater* et 541 du même Code, ou une diminution de capital, en ce compris la diminution de capital visée à l'article 537 du même Code ou toute autre diminution ou distribution de capitaux propres.

Ce régime n'est pas non plus applicable aux sociétés qui, au cours de la période imposable se rattachant à l'exercice d'imposition pour lequel l'exonération ou le crédit d'impôt visé au paragraphe 1^{er} est revendiquée, entrent dans le champ d'application d'une des dispositions suivantes:

1) les sociétés d'investissement visées aux articles 15 et 271/10 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, les sociétés d'investissement visées aux articles 190, 195, 285, 288 et 298 de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires, les sociétés immobilières réglementées, ainsi que les organismes

2018 tot uitvoering van de artikelen III.82 tot en met III.95 van het Wetboek van Economisch recht, zoals die zijn opgenomen in de recentste jaarrekening die is goedgekeurd door de Algemene Vergadering.

Art. 8

De vrijstelling mag niet leiden:

— tot een uitstel van de aftrek van inkomsten als bedoeld in de artikelen 202 tot 205 van hetzelfde Wetboek die zonder een dergelijke vrijstelling aftrekbaar zouden zijn geweest;

— tot een uitstel van de aftrek van innovatie-inkomsten als bedoeld in de artikelen 205/1 tot 205/4 van hetzelfde Wetboek die zonder een dergelijke vrijstelling aftrekbaar zouden zijn geweest;

— tot een uitstel van de aftrek van investeringen die zonder een dergelijke vrijstelling aftrekbaar zouden zijn geweest.

Art. 9

De vrijstelling is niet van toepassing op de vennootschappen die in de periode van 12 maart 2020 tot en met de datum van indiening van de aangifte voor het aanslagjaar 2021 zijn overgegaan tot een verkrijging van eigen aandelen, tot een toekenning of uitkering van dividenden als bedoeld in artikel 18 van hetzelfde Wetboek, met inbegrip van de uitkering van liquidatiereserves als bedoeld in de artikelen 184*quater* en 541 van hetzelfde Wetboek, tot een kapitaalvermindering, met inbegrip van een kapitaalvermindering als bedoeld in artikel 537 van hetzelfde Wetboek, of tot enige andere vermindering of uitkering van eigen vermogen.

Deze regeling is evenmin van toepassing op de vennootschappen die tijdens het belastbaar tijdperk van het aanslagjaar waarvoor de in § 1 bedoelde vrijstelling wordt aangevraagd, ressorteren onder het toepassingsgebied van één van de volgende bepalingen:

1) de beleggingsvennootschappen als bedoeld in de artikelen 15 en 271/10 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen, de beleggingsvennootschappen als bedoeld in de artikelen 190, 195, 285, 288 en 298 van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders, de gereguleerde

de financement de pensions visés à l'article 8 de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle;

2) les sociétés coopératives en participation, en application de la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs dans le capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs;

3) les sociétés de navigation maritime qui sont soumises à l'impôt sur les revenus conformément aux articles 115 à 120 ou à l'article 124 de la loi-programme du 2 août 2002.

Enfin, ce régime n'est pas applicable aux sociétés qui, au cours de la période du 12 mars 2020 jusqu'au jour de l'introduction de la déclaration se rattachant à l'exercice d'imposition 2021, soit:

— détiennent une participation directe dans une société établie dans un État qui est repris dans une des listes visées à l'article 307, § 1^{er}/2 du même Code ou un État qui est repris dans la liste visée à l'article 179 de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992;

— ont fait des paiements à des sociétés qui sont établies dans un des États visés au premier tiret, pour autant que ces paiements totalisent au cours de la période imposable un montant d'au moins 100 000 euros, et qu'il n'ait pas été démontré que ces paiements ont été effectués dans le cadre d'opérations réelles et sincères résultant de besoins légitimes de caractère financier ou économique.

27 mai 2020

vastgoedvennootschappen, alsook de organismen voor de financiering van pensioenen als bedoeld in artikel 8 van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening;

2) de coöperatieve participatievennootschappen, met toepassing van de wet van 22 mei 2001 betreffende de werknemersparticipatie in het kapitaal van de vennootschappen en tot instelling van een winstpremie voor de werknemers;

3) de zeescheepvaartvennootschappen die zijn onderworpen aan de inkomstenbelasting overeenkomstig de artikelen 115 tot 120 dan wel artikel 124 van de programmawet van 2 augustus 2002.

Ten slotte is deze regeling niet van toepassing op de vennootschappen die in de periode van 12 maart 2020 tot en met de datum van indiening van de aangifte voor het aanslagjaar 2021:

— ofwel een rechtstreekse deelneming aanhouden in een vennootschap die gevestigd is in een Staat die is opgenomen in een van de lijsten waarnaar wordt verwezen in artikel 307, § 1/2 van het hetzelfde Wetboek, of een Staat die is opgenomen in de lijst als bedoeld in artikel 179 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

— ofwel betalingen hebben gedaan aan vennootschappen die gevestigd zijn in één van de in het eerste streepje bedoelde Staten, voor zover deze betalingen tijdens die belastbare periode in totaal ten minste 100 000 euro bedragen, en niet werd aangetoond dat deze betalingen werden verricht in het kader van werkelijke en oprechte verrichtingen die het gevolg zijn van rechtmatige financiële of economische behoeften.

27 mei 2020

Joris VANDENBROUCKE (sp.a)
Jan BERTELS (sp.a)
Hugues BAYET (PS)